

“Capital et idéologie” de Thomas Piketty, une plongée vertigineuse aux sources des inégalités

• Olivier Pascal-Moussellard

Le nouvel essai-fleuve de l’auteur du “Capital au XXI^e siècle” explore les mécanismes qui ont légitimé les inégalités au fil des âges. Et prône une redistribution des cartes radicale. En librairie le 12 septembre.

Tous les hommes naissent inégaux en termes de richesse, et cette inégalité entre les habitants de chaque pays, ou entre les pays sur chaque continent, a engendré la misère, la violence, la xénophobie, et parfois même la guerre. S’il fallait résumer les 1 232 pages du dernier — énorme, profus et passionnant — ouvrage de Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, peut-être faudrait-il partir de ce renversement de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen.

Mais on pourrait aussi emprunter au style de la Genèse : au commencement était l’inégalité des biens. Des sociétés d’ordres (clergé, noblesse et tiers état) aux sociétés esclavagistes ou au monde colonial, de l’organisation des castes en Inde à la division des classes à la Belle Epoque, ou du New Deal de Roosevelt au modèle chinois, cette inégalité s’est partout construite sur un même principe : la justification de cette injustice par une « idéologie ».

« *Chaque régime inégalitaire repose au fond sur une théorie de la justice, écrit Piketty. Les inégalités doivent être justifiées et s’appuyer sur une vision plausible et cohérente de l’organisation sociale et politique idéale. Dans toutes les sociétés, cela implique de régler une série de questions conceptuelles et pratiques concernant les frontières de la communauté, l’organisation des rapports de propriété, ainsi que la question de l’accès à l’éducation et de la répartition de l’impôt.* »

Cette exploration à 360 degrés de la façon dont les plus riches ont réussi à rendre « naturelle », voire « évidente », la distribution des biens est riche d’enseignements, prévient l’auteur : « *Les réponses apportées par les sociétés du passé avaient leurs fragilités. Pour la plupart, elles n’ont pas résisté au*

temps et ont été remplacées par d'autres. On aurait tort cependant de s'imaginer que les idéologies du présent, fondées notamment sur diverses formes de sacralisation de l'opacité financière et de la fortune méritée, soient moins folles ou plus durables. »

L'économiste se fait historien, sociologue...

On se souvient que, dans son précédent essai-fleuve, *Le Capital au XXI^e siècle*, Thomas Piketty avait dressé un tableau des différences de patrimoines à travers les siècles. Cette fois, il n'hésite pas à déborder de sa spécialité, l'économie, pour décrire l'inventivité sans limites des hommes puissants quand ils se piquent de justifier leur position financière et immobilière. Histoire, sciences politiques, sociologie, littérature, toutes les disciplines sont convoquées dans cette fresque rigoureuse et spectaculaire, fluide (malgré son ampleur) et implacable dans sa démonstration.

Certaines conclusions bousculent, comme le rappel, statistiques à l'appui, que les inégalités vertigineuses qui caractérisent la société française de la Belle Epoque furent, malgré les professions de foi lyriques (et hypocrites) de la III^e République triomphante, encore plus profondes que celles de la France d'Ancien Régime à la veille de la Révolution... « *Depuis la Révolution de 1789, la France aime se présenter au monde comme le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, écrit Piketty. [...] Les archives successorales nous ont montré que la France du XIX^e et du début du XX^e était prodigieusement inégalitaire. »*

Fascinantes, aussi, les explications détaillées sur la façon dont les élites françaises et américaines, quand elles se sont enfin résolues à abolir l'esclavage, ont investi tout leur génie dans le calcul des compensations qui devaient être attribuées... aux propriétaires soudain privés de main d'œuvre gratuite, sans se demander si les esclaves eux-mêmes devaient recevoir un dédommagement. Ce n'est pas l'Histoire qui est cruelle, ce sont les hommes. Magistrales, les deux premières parties du livre, sur les régimes inégalitaires et les sociétés esclavagistes et coloniales, nous emmènent jusqu'aux confins de l'Inde, du Japon et de la Chine. La troisième partie — sur la grande transformation du XX^e siècle, marquée d'abord par un reflux des inégalités, puis par leur creusement à partir des années 1980 — nous entraîne sur un terrain mieux connu, car déjà labouré par Thomas Piketty et par d'autres. Mais c'est sur la quatrième et dernière partie, « Repenser les dimensions du conflit politique », que l'économiste était évidemment très attendu.

Les recettes pour s'en sortir

Et ce nouveau *Que faire ?* ne déçoit ni par son radicalisme, ni par sa limpidité : « *Sur la base des expériences analysées dans ce livre, je suis convaincu qu'il est possible de dépasser le capitalisme et la propriété privée et de mettre en place une société juste, sur la base du socialisme participatif et*

du social-fédéralisme », prévient Piketty. « Socialisme participatif », « social-fédéralisme » ?

Le premier vise un meilleur partage du pouvoir dans les entreprises, et surtout la mise en place du principe de « propriété temporaire » du capital : un impôt fortement progressif sur les revenus et patrimoines — les plus fortunés payant jusqu'à 80 % d'impôts sur les successions, par exemple — permettrait de redistribuer les cartes en temps réel et entre chaque génération. Quant au social-fédéralisme, il consiste à envisager la lutte contre les inégalités comme un combat international, en prenant pour objectif une réforme fiscale unifiée entre plusieurs pays.

On pourra discuter la confiance, parfois excessive, que Thomas Piketty semble accorder à la « transparence » : sans doute nécessaire pour connaître le véritable patrimoine des plus aisés, elle est érigée en absolu dans *Capital et idéologie*, sans que soient vraiment questionnés les dangers qui accompagnent l'adhésion à ce nouveau mantra.

On peut aussi regretter que dans son analyse implacable des disparités qui plombent le financement du système éducatif — l'État dépense notamment bien plus pour un élève de classe préparatoire aux grandes écoles que pour un étudiant d'université — une réflexion plus soutenue sur l'hypocrisie d'un système universitaire fonçant tête baissée vers des objectifs irréalisables — trouver un point de chute satisfaisant aux fameux 80 % de bacheliers —, pour aboutir à un échec cuisant deux ans plus tard, ne soit pas engagée. Reste que ce maître-ouvrage, c'est son immense mérite, empoigne avec une superbe rigueur le drame inégalitaire, et l'analyse pour ce qu'il est : une catastrophe. Sur le terrain économique et social aussi, montre Thomas Piketty, la maison brûle. Et nous ne pouvons plus regarder ailleurs.

EXTRAIT

« Si la France accepta finalement de reconnaître l'indépendance (d'Haïti) en 1825 et de mettre fin à ses menaces d'invasion de l'île par les troupes françaises, c'est uniquement parce que Charles X avait obtenu du gouvernement haïtien que ce dernier accepte de payer à la France une dette de 150 millions de francs-or, afin de dédommager les propriétaires d'esclaves pour leur perte de propriété. [...] Il est important de se rendre compte de ce que représente cette somme de 150 millions de francs-or fixée en 1825. Elle a été calculée par référence à la rentabilité des plantations et à la valeur des esclaves d'avant la Révolution, au terme de longues négociations. Cette somme représente environ 2 % du revenu national français de l'époque, soit l'équivalent de plus de 40 milliards d'euros d'aujourd'hui si l'on considère une même proportion du revenu national de 2018. »

TTT *Capital et idéologie*, de Thomas Piketty, éd. du Seuil, 1 232 p., 25 €.

Thomas Piketty sera l'invité de Téléràma Dialogue le 23 septembre au Théâtre du Rond-Point, Paris 8e. Infos et réservations www.theatredurondpoint.fr

